

Savoirs et pouvoirs

La diffusion du savoir à Grenade, du règne de Charles Quint à l'avènement des Bourbons

NOTRE PROPOS, DANS CET ARTICLE, sera de nous intéresser à la diffusion du savoir à Grenade, du XVI^e au XVII^e siècle. Pourquoi ce choix ? Tout d'abord parce que Grenade a toujours représenté la pierre angulaire de notre champ d'investigation¹ mais, surtout, parce que Grenade est un cas unique dans l'histoire de l'Espagne. Capitale du dernier royaume arabe en terre ibérique, reconquise seulement en 1492, elle fut une cité brillante et une grande métropole culturelle à l'époque nasride. Pourtant, « à l'aube du XVI^e siècle, Grenade est un désert culturel »². À quoi imputer un tel changement ? Quel fut le rôle joué par la Couronne ? Quelles infrastructures éducatives furent mises en place ? Quelle en fut la finalité ? Quel rapport peut-on établir, alors, entre culture et politique ? C'est à ces différentes questions que nous allons tenter d'apporter une réponse dans un premier temps. Dans une deuxième partie, nous nous focaliserons sur un nouvel élément de diffusion du savoir à Grenade : son université. Quels furent ses objectifs ? Mais, aussi, à quels problèmes fut-elle confrontée ? Enfin, dans une troisième et dernière partie, nous envisagerons la situation culturelle à Grenade au XVIII^e siècle, le transfert de l'université en 1769 et la mise en place de nouvelles méthodes éducatives.

L'évolution de la vie intellectuelle à Grenade au XVI^e siècle

Dans ce domaine, comme dans beaucoup d'autres, le XVI^e siècle représente un tournant décisif pour Grenade : d'un côté, on assiste à la disparition programmée de toutes les infrastructures éducatives de l'époque

¹ Voir, en particulier, Catherine Gaignard, *Maures et Chrétiens à Grenade, 1492-1570*, Paris, L'Harmattan, 1997.

² Catherine Gaignard, « La diffusion du savoir à Grenade au XVI^e siècle », *La Transmission du savoir dans l'Europe des XVI^e et XVII^e siècles*, Paris, Honoré Champion, 2000, p. 24.

nasride et, d'un autre côté, à la mise en place, lente et souvent difficile, de nouvelles possibilités d'acquisition des connaissances.

Sous les Nasrides, l'éducation était l'apanage de tous. Il y avait ce que l'on pourrait comparer à l'école primaire, un enseignement basique dispensé au plus grand nombre : apprentissage de la langue arabe, compréhension du Coran et rudiments mathématiques. L'acquisition de ces connaissances était du ressort des petites mosquées de quartier : les *râbitas*.

À l'autre extrémité du système éducatif grenadin se trouvait le fleuron du savoir de l'époque : la *Madrassa*. Elle avait été fondée en 1349 par Yusuf I et était, normalement, réservée à l'éducation de l'élite grenadine ainsi qu'à celle de riches étrangers mais il pouvait y avoir des exceptions et quelqu'un, d'humble naissance mais avec des dispositions intellectuelles remarquables, pouvait être admis en son sein. Une inscription de la *Madrassa* affirmait que : « L'Étude fait briller les Grands comme des étoiles et elle élève ceux qui ne l'étaient pas à une gloire comparable »³. Ibn Zamrak illustre cette maxime en étant l'exemple parfait de la réussite et de l'ascension sociale grâce à l'éducation. Fils d'un modeste forgeron, né dans le quartier populaire de l'Albaicín, il joua un rôle politique très important sous le règne de Muhammad V mais il fut, surtout, l'un des plus grands poètes andalous du XIV^e siècle. Il eut, même, l'insigne privilège de voir certains de ses vers orner les murs de l'Alhambra⁴...

La *Madrassa* de Grenade jouissait d'un prestige incomparable et pouvait rivaliser avec la prestigieuse *Quarawiyye* de Fès. Il faut dire que toutes les conditions – matérielles et intellectuelles – étaient réunies pour en faire un pôle culturel d'exception. Elle était admirablement bien située : implantée dans la ville basse – la Médina – à deux pas de la Grande Mosquée et de la Alcaicería et près d'un immense caravansérail⁵. Les locaux étaient très vastes et superbes. Par ailleurs, l'institution n'avait aucun problème financier car le sultan pourvoyait à tout.

Si, sur le plan matériel, tout était parfait, il en était de même sur le plan intellectuel avec un spectre très étendu de disciplines qui allait de l'étude du Coran à la littérature, en passant par la médecine, les mathématiques, l'astronomie ou l'Histoire. Par ailleurs, ces enseignements étaient dispensés par des maîtres remarquables.

Si l'âge d'or de la *Madrassa* de Grenade fut, incontestablement, la seconde moitié du XIV^e siècle avec des personnalités⁶ aussi marquantes que l'historien Ibn Al-Jatib, le mathématicien Mansur al-Zawawi ou le poète Ibn

³ Antonio Gallego y Burín, *Granada, guía artística e histórica de la ciudad*, Granada, Editorial del Quijote, 1982, p. 230.

⁴ Emilio García Gómez, *Ibn Zamrak, el poeta de la Alhambra*, Granada, Patronato de la Alhambra, 1975, p. 58-61.

⁵ Luis Seco de Lucena Paredes, *La Granada nazari del siglo XV*, Granada, Patronato de la Alhambra, 1975, p. 66-68.

⁶ Sur les personnages illustres formés par la *Madrassa* grenadine, voir, en particulier, Rachel Arié, *L'Espagne musulmane au temps des Nasrides (1232-1492)*, Paris, Ed. De Boccard, 1973, p. 429-437.

Zamrak, Grenade était, toujours, au XV^e siècle, une ville de culture et d'échanges féconds. L'égyptien Abd Al-Basit, qui y séjourna en 1465, nous indique que : « C'est un lieu de réunion de personnages illustres, de poètes, de scientifiques, d'artistes. On y trouve les hommes les plus cultivés de notre temps »⁷.

Malheureusement, cette diffusion du savoir allait connaître un coup d'arrêt avec le déclenchement de la dernière étape de la Reconquête et les dix années de conflit armé – de février 1482 à janvier 1492 – qui s'ensuivirent⁸ mais ce furent les Rois Catholiques qui donnèrent le coup de grâce à l'armature éducative nasride au début du XVI^e siècle. La *Madrassa* fut supprimée et, dès 1500, la Couronne utilisa les locaux pour y installer le *Cabildo*⁹.

Toutefois, la volonté des Rois Catholiques de mettre un terme à tout ce qui, de près ou de loin, avait un lien avec le passé musulman de Grenade, allait beaucoup plus loin que la suppression d'un lieu emblématique de la culture arabe. Par ordonnance royale du 12 octobre 1501, ils condamnèrent à la destruction par le feu tous les ouvrages écrits en arabe, à l'exception des traités de médecine : « afin qu'il ne subsiste aucun Coran ni aucun livre de leur secte mahométane »¹⁰. Cette mesure entraîna la perte de milliers d'ouvrages¹¹.

L'enseignement dispensé par les *rábitas* avait, également, été supprimé et les Rois Catholiques ne mirent en place aucune structure éducative de substitution dans l'immédiat. Certes, il y avait eu, dès 1492, la création du « Colegio Eclesiástico »¹², à l'initiative du premier archevêque de Grenade, Hernando de Talavera, mais la finalité de cette institution était, avant tout, religieuse. De plus, ce collège fut très vite confronté à des difficultés financières et « en 1526, il était pratiquement abandonné par manque d'élèves et prêt à fermer »¹³.

Par contre, c'est précisément en 1526, qu'un événement inattendu va bouleverser la donne et apporter une chance inespérée à Grenade pour son devenir culturel : l'arrivée de Charles Quint.

⁷ Abd Al-Basit, *El reino de Granada en 1465-1466, Viajes de extranjeros por España y Portugal*, recopilación, traducción, prólogo y notas por J. García Mercadal, Madrid, Aguilar, 1952, p. 255.

⁸ La prise d'Alhama (28 février 1482) – riposte chrétienne à la prise de Zahara par les Maures – marque le déclenchement du conflit armé qui s'acheva dix ans plus tard par la prise de Grenade.

⁹ *Granada, guía artística, op. cit.*, p. 231.

¹⁰ Catherine Gaignard, « L'arabe, vecteur identitaire des Morisques grenadins », *Langues et identités culturelles dans l'Europe des XVI^e et XVII^e siècles*, Nancy, Université de Nancy 2, 2005, p. 23.

¹¹ Voir, notamment, Daniel Eisenberg, « Cisneros y la quema de los manuscritos granadinos », *Journal of Hispanic Philology*, 1992, n°16, p. 107-124.

¹² Sur cet établissement, voir, en particulier, Francisco Bermúdez de Pedraza, *Historia Eclesiástica, Principios y progresos de la ciudad y religión católica de Granada*, Granada, 1638, chap. IX : Erección del Colegio Eclesiástico, folio 185 verso, folio 186 recto.

¹³ Francisco Martín Hernández, *Un seminario pretridentino, el real colegio eclesiástico de San Cecilio de Granada (1492-1842)*, Universidad de Valladolid, 1960, p. 33.

L'empereur vient d'épouser Isabelle de Portugal à Séville et il a choisi Grenade comme destination pour son voyage de noce. Pourtant, ce qui n'aurait dû être qu'une simple villégiature pour jeunes mariés va se transformer en un long séjour de six mois, de juin à novembre 1526. Tout d'un coup, par la magie de la présence de l'Empereur et de la Cour, Grenade devient, pour un temps, non seulement la capitale politique du royaume mais aussi un incroyable foyer culturel où se côtoient les figures les plus éminentes de l'époque : Boscán, Garcilaso, les frères Valdès, Diego Hurtado de Mendoza, Pedro Mártir de Anglería¹⁴...

Ces rencontres humanistes ne purent qu'avoir des incidences bénéfiques pour la métropole grenadine mais sur le court terme.

Par ailleurs, c'est également à cette date que Charles Quint prit conscience des carences éducatives de Grenade et mit en place les structures indispensables pour y remédier, changeant ainsi, à tout jamais, le cours du destin culturel de la ville. Par cédule royale du 7 décembre 1526, l'Empereur créa un collège de Logique, Philosophie, Théologie et Droit Canon ainsi qu'une école pour une centaine d'enfants¹⁵.

Ce document officiel nous fournit des indications très intéressantes car, non seulement il apporte des solutions à la situation éducative catastrophique de Grenade mais il envisage aussi de nombreux aspects pratiques : les disciplines enseignées, le recrutement des enseignants, la finalité de l'enseignement¹⁶... Charles Quint laissait « carte blanche » à l'archevêque de Grenade pour la mise en place des statuts et l'organisation de ces deux nouveaux établissements.

C'est, d'ailleurs, grâce à l'étroite collaboration entre la Couronne et plusieurs archevêques grenadins qu'une véritable armature éducative allait, enfin, pouvoir être mise en place à Grenade. Trois archevêques, très différents par leur formation et leur personnalité, jouèrent un rôle fondamental dans ce domaine.

C'est à Pedro de Alva¹⁷, hiéronymite comme Talavera, qu'incomba l'exécution des décisions prises par l'Empereur. Malheureusement, sa mission fut de courte durée car il mourut le 21 juin 1528.

La formation de son successeur, Gaspar de Avalos¹⁸, était très différente. Il avait étudié à Paris ainsi qu'à Salamanque, séjourné à Valladolid et s'était distingué comme « homme de terrain » en tant qu'évêque de Guadix. C'était un homme d'ouverture et un organisateur né. On lui doit le sauvetage et la réorganisation du Colegio Eclesiástico, le développement du collège de San Miguel et la création, en 1537, du grand séminaire de

¹⁴ Voir, en particulier, Antonio Gallego Morell, « La corte de Carlos V en la Alhambra en 1526 », *Miscelánea de estudios dedicados al profesor Antonio Marín Ocete*, t. I, Universidad de Granada, 1974, p. 281-282.

¹⁵ *Historia Eclesiástica*, *op. cit.*, folio 216 verso et folio 217 recto/verso.

¹⁶ *Ibid.*, folio 216 recto/verso, folio 217 recto et folio 218 recto/verso.

¹⁷ *Maures et Chrétiens à Grenade*, *op. cit.*, p. 171-172.

¹⁸ *Ibid.*, p. 172-175.

Sainte Catherine¹⁹ mais il fut, avant tout, l'artisan des premières années de fonctionnement de l'université.

Enfin, on ne saurait oublier l'activité inlassable de Pedro Guerrero²⁰ pendant 30 ans, de 1546 à 1576. Si, d'un côté, il conserva l'optique de ses prédécesseurs – l'assimilation des Morisques par le biais de l'éducation – il avait une vision très différente des moyens pour y parvenir.

Il avait été formé à Alcalá de Henares et avait participé au Concile de Trente. C'est un pur produit tridentin et, pour lui, les jésuites étaient les plus aptes pour mener à bien une mission éducative. Il facilita leur implantation à Grenade et c'est à l'un d'eux – le père Albotodo – qu'il confia la direction de la Casa de la Doctrina qu'il avait créée en 1559²¹. C'était une tentative très novatrice de « Collège - Séminaire » permettant d'éduquer des centaines de jeunes enfants mais, aussi, de former des prêtres bilingues.

Ainsi, tout au long du XVI^e siècle, nous assistons à la mise en place de diverses structures éducatives. Malheureusement, le soulèvement des Alpujarras de 1568 allait porter un coup d'arrêt à plusieurs d'entre elles, en particulier à la Casa de la Doctrina. Une seule institution allait franchir les siècles et être, de plus en plus, le fleuron de l'armature éducative de Grenade : son université.

L'université de Grenade, son fonctionnement aux XVI^e et XVII^e siècles

La création d'une université était ardemment désirée, à la fois par les autorités ecclésiastiques et par la population, ainsi qu'en témoigne la junte réunie en 1526 mais c'est, avant tout, la volonté de Charles Quint qui fit de ce désir, une réalité. L'Empereur avait connu, à Grenade, les moments les plus heureux de son existence. Par ailleurs, on peut affirmer qu'il avait été littéralement séduit par cette ville.

Rien n'était trop beau pour Grenade : Charles Quint lui offrit des écoles, une université, fit réparer et aménager, pour plus de confort, l'Alhambra. Enfin, il décida de la construction d'un magnifique palais Renaissance²². Pour tous ces grands projets, il débloqua des crédits considérables. Toutefois, l'avenir ne fut pas toujours aussi idyllique, la mort de l'Impératrice remit en cause bien des projets : Charles Quint ne revint jamais à Grenade et il ne vit jamais son palais terminé.

En revanche, le « Collège » instauré par la cédula royale du 7 décembre 1526 devint une magnifique Université. Pas question de réhabiliter d'anciens locaux : on faisait du neuf et du beau.

¹⁹ *Historia Eclesiástica, op. cit.*, chap. LVIII, folio 221, recto.

²⁰ *Maures et Chrétiens, op. cit.*, p. 175-178.

²¹ *Historia Eclesiástica, op. cit.*, folio 229, verso et folio 230, recto.

²² Catherine Gaignard, « Un joyau de la Renaissance à Grenade : le palais de Charles Quint », *La Renaissance en Europe dans sa diversité*, t. I, « Les pouvoirs et lieux de pouvoir », Nancy, Université de Lorraine, 2015, p. 445-455.

La construction du nouvel édifice – dans le plus pur style plateresque – dura de 1527 à 1532 mais la chapelle ne fut terminée qu'en 1539 et il y eut encore des travaux annexes jusque en 1544.

L'édifice s'articule autour d'un vaste Patio central que surplombent des galeries correspondant aux deux étages de la construction²³. Au rez-de-chaussée se trouvaient les salles de cours et la bibliothèque, au premier étage, les logements du recteur et de certains membres du personnel tandis que les étudiants occupaient le dernier étage.

Le pape Clément VII avait signé, le 14 juillet 1531, la bulle de fondation de l'Université de Grenade²⁴, qui lui concédait les mêmes prérogatives qu'aux universités européennes les plus emblématiques du moment : Bologne, Paris, Salamanque et Alcalá.

L'Université de Grenade était, avant tout, une université régionale où les étudiants s'inscrivaient pour des disciplines traditionnelles comme le Droit Canon, la Théologie, la Grammaire ou la Médecine. Ceux qui recherchaient des matières plus spécifiques – anatomie, chirurgie, droit civil, études trilingues – partaient étudier à Salamanque²⁵.

Par contre, si au XVI^e siècle, l'Université de Grenade connut une ère d'expansion, au XVII^e siècle, elle entra dans une période de stagnation, voire même de récession. Elle se trouva alors fragilisée, à la fois par des conflits internes liés à des luttes de pouvoir, notamment entre l'archevêque et le recteur²⁶, et par d'énormes problèmes de trésorerie avec des conséquences en cascade : limitation du nombre de chaires et, même, suppression temporaire de certaines d'entre elles par manque de dotations, salaires non versés aux enseignants, cours non assurés, recours à des vacataires et, pour finir, un absentéisme général aussi bien de la part du corps enseignant que des étudiants : finalement, certains des maux endémiques du système universitaire...

Comment la situation évolua-t-elle au XVIII^e siècle ? C'est ce que nous allons envisager, maintenant, dans la dernière partie de cette étude.

L'université de Grenade au XVIII^e siècle ou le passage à la modernité

Le changement de siècle et de dynastie – avec l'arrivée des Bourbons – n'apporta pas le coup de baguette magique qui aurait pu changer la donne, tout au contraire...

²³ María del Carmen Calero Palacios, Inmaculada Arias de Saavedra, Cristina Viñes Millet, *Historia de la universidad de Granada*, Granada, Universidad de Granada, 1997, p. 62.

²⁴ Voir reproduction de ce document, *ibid.*, p. 22.

²⁵ Voir, en particulier, Javier Alejo Montes, *La universidad de Salamanca bajo Felipe II (1575-1598)*, Valladolid, Junta de Castilla y León, 1998 : « Los planes de estudio », p. 115-207.

²⁶ *Historia de la universidad de Granada, op. cit.*, « Ingerencia de los sucesivos preladados en la institución universitaria », p. 55-57.

Ainsi que le constate María del Carmen Calero Palacios : « La llegada de los Borbones, de momento, no se traduce en un cambio de la política universitaria que sigue su ritmo decadente »²⁷. Il fallut attendre la seconde moitié du XVIII^e siècle pour que les changements indispensables aient enfin lieu.

De nouveaux locaux, de nouvelles disciplines, une nouvelle gestion et, surtout, une nouvelle philosophie de l'enseignement vont permettre à l'Université de Grenade de devenir, enfin, une université moderne, dans l'esprit de l'Espagne des Lumières. Toutefois, cette restructuration de l'université grenadine n'est pas un cas particulier : elle s'inscrit dans un vaste programme de réforme du système universitaire espagnol.

Ce sont les différentes phases de cette réforme que nous allons rappeler brièvement.

La première étape, fondamentale, est la décision prise par Charles III, le 5 octobre 1767, d'expulser les Jésuites. Cette mesure a un double impact : tout d'abord, elle met fin à la main mise de la Compagnie de Jésus sur l'enseignement mais, en même temps, elle libère de magnifiques locaux. Dès le 27 juin 1769, l'Université de Grenade va prendre possession des locaux du Collège jésuite de San Pablo²⁸, locaux édifiés à grands frais dans la seconde moitié du XVI^e siècle²⁹ et qui étaient beaucoup plus vastes que ceux qu'elle occupait jusqu'alors. Dans une seconde phase, la Couronne demandait, en 1770, à chaque université de lui fournir un projet éducatif³⁰. Grenade remit le sien dès le 13 juillet 1770 mais il fallut attendre le 25 novembre 1776 pour que la version définitive du projet soit retenue.

C'était un magnifique projet : l'Université de Grenade devait avoir trente-trois chaires avec l'introduction de nombreux nouveaux enseignements comme l'Hébreu, le Grec, l'Histoire Naturelle, la Botanique³¹... Il prévoyait, également, la création d'un jardin botanique. Comment s'effectua la réalisation de ce projet ?

Certes, il y eut des échecs : certaines chaires ne purent fonctionner faute d'enseignants compétents, le jardin botanique fut un fiasco total³²

²⁷ María del Carmen Calero Palacios, *La enseñanza en Granada bajo los Reyes Austrias*, Granada, Diputación provincial, 1978, p. 42.

²⁸ Inmaculada Arias de Saavedra, « Las reformas ilustradas. Siglo XVIII », *Historia de la universidad de Granada*, op. cit., p. 108-109.

²⁹ Les travaux du Collège étaient achevés en 1574, date de l'installation des Jésuites mais la construction de l'église qui le joutait dura de 1575 à 1589. Voir, en particulier, *Granada, Guía artística*, op. cit., p. 277-279.

³⁰ Voir, notamment, Jean Sarrailh, *L'Espagne éclairée de la seconde moitié du XVIII^e siècle*, Paris, Klincksieck, 1964, p. 200 et Mariano Peset, José Luis Peset, *La universidad española (siglos XVIII y XIX). Despotismo ilustrado y revolución liberal*, Madrid, Taurus, 1974, p. 103 : « El Consejo de Castilla solicita de las universidades que remitan planes o proyectos para decidir la enseñanza futura... ».

³¹ *Historia de la universidad de Granada*, op. cit., p. 122.

³² *Ibid.*, p. 151-152. Voir, également, Fernando Carrión, *El jardín botánico de la universidad de Granada*, Granada, 1993.

mais l'un des problèmes majeurs restait, comme par le passé, celui des crédits de fonctionnement.

L'Université de Grenade réussit, alors, à obtenir une manne inespérée : les revenus des legs faits aux Jésuites, ce qui représentait des sommes considérables³³. Au fond, la grande chance de l'Université de Grenade au XVIII^e siècle fut l'expulsion des Jésuites car elle lui permit de bénéficier de leurs locaux, de leurs revenus, sans oublier un fonds exceptionnel de plus de 30.000 ouvrages ou manuscrits³⁴.

L'autre élément majeur à retenir en ce qui concerne les changements de l'enseignement universitaire dans la seconde moitié du XVIII^e siècle est une nouvelle conception de l'enseignement. Désormais, la pratique doit accompagner la théorie, notamment en médecine.

Par ailleurs, on privilégie l'association de plusieurs disciplines à l'étude d'une seule pour permettre une approche plus complète du savoir, une vision plus encyclopédique. On peut considérer que le bilan du plan de réforme universitaire de 1777 est positif et que : « L'université de Grenade s'était dotée d'un puissant instrument de rénovation éducative pour modifier l'orientation de ses enseignements »³⁵.

En conclusion de ce rapide panorama sur la diffusion du savoir à Grenade, laissons la parole à Jovellanos : « L'instruction publique est-elle l'origine première de la prospérité sociale ? Sans aucun doute... Grâce à l'instruction, tout s'améliore et prospère, sans elle, tout chancelle et se ruine dans un État »³⁶.

Catherine GAGNARD
Université de Paris Ouest Nanterre La Défense

³³ *Historia de la universidad de Granada, op. cit.*, p. 115 et p. 143-144.

³⁴ *Ibid.*, p. 147-151.

³⁵ *Ibid.*, p. 139.

³⁶ *L'Espagne éclairée, op. cit.*, p. 160.

Savoir et pouvoir en Nouvelle-Grenade (1760-1810) : une passion insatisfaite¹

EN GUISE D'INTRODUCTION, nous citerons ce mot de Francisco José de Caldas, un des créoles dont les travaux constitueront une partie importante du corpus de cet article : « *Vivimos, amigo, en un país en que nos han cerrado el camino a la sabiduría* » écrivait-il à Santiago Arroyo, le 20 mars 1801². C'est donc sous le signe de l'enfermement et du combat que le savoir est perçu en cette période qui précède de peu les premières manifestations de résistance au pouvoir colonial. Et nous ajouterons cette remarque de José Ignacio de Pombo – autre figure importante de la société créole – dans une lettre à José Celestino Mutis : « *crea Vuestra Merced, amigo, que es muy juiciosa la reflexión del sabio Campomanes de que no hay tanta falta de hombres ni de medios para llevar al efecto las obras más grandes como necesidad de escoger los primeros y usar debidamente los segundos* »³. Autrement dit, l'important est de choisir les hommes et de bien gérer les moyens. Il nous faudra donc, pour analyser cette rencontre entre le savoir et le pouvoir, essayer de dessiner les contours d'une interaction entre l'individu et le contexte culturel, social, économique et politique.

Rappelons que le Vice-Royaume de Nouvelle-Grenade en tant qu'entité politique est un nouveau-né, pourrait-on dire, de la réorganisation bourbonnienne de l'espace juridico-administratif ; après bien des vicissitudes, il constitue par sa création définitive en 1739 une sorte d'espace-État qui compensait dans l'esprit des créoles une frustration sur le plan honorifique par comparaison avec l'existence ancrée dans l'histoire des Vice-Royautés du Pérou et de la Nouvelle-Espagne. La représentation de cet espace où

¹ Cet article non publié a fait l'objet d'une communication lors du colloque international des 16 et 17 novembre 2007 (École Doctorale IV) à l'Université de Paris Sorbonne.

² *Cartas de Caldas*, Bogotá, 1978, p. 59. Nous mettrons comme référence Caldas, *Cartas ou Obras*.

³ *Archivo Epistolar del Sabio Naturalista Don José Celestino Mutis*, Bogotá, 1975, t. IV.

savoir et pouvoir vont se rencontrer demande à être bien circonscrite comme l'énonce F.J. de Caldas dans l'introduction de son vaste essai *Estado de la geografía de Santa Fé de Bogotá con relación a la economía y al comercio* (1808) : « *para evitar confusión y simplificar nuestras ideas, llamo Nueva Granada a todos los países sujetos al Virreinato de Santafé y bajo esta denominación comprendo al Nuevo Reino, Tierra Firme y la Provincia de Quito* »⁴. Je crois important de souligner d'une part le mot « sujetos » et d'autre part la référence constante au *Nuevo Reino* dans les écrits de cette époque, qui nous ramène aux premiers temps qui suivirent la découverte et la période tumultueuse de la mise en place de l'Audience de Santafé en 1550. *Nuevo Reino* au cœur de la présence espagnole depuis Jiménez de Quesada restera présent dans l'imaginaire créole jusqu'à l'avènement de l'Indépendance. Nous nous trouvons donc en face d'un lieu de pouvoir où une territorialité historique fragmentée devait s'accommoder des contrastes de la variété géographique pour constituer l'unité d'une structure politique. Il faudrait beaucoup de temps pour analyser les éléments souvent conflictuels parmi lesquels le savoir, tant bien que mal, essaie de trouver son chemin. Dans le cadre d'une géographie politique, le niveau régional – la Province – constitue le premier élément dynamique dans le maillage administratif de l'espace-État du Vice-Royaume ; les rythmes du savoir seront différents, l'ouverture à un nouveau message scientifique sera plus ou moins grande ou modifiée en fonction de rivalités urbaines comme ce fut le cas pour San Gil et Socorro à propos du traitement de la lèpre⁵.

Lieux stratégiques et acteurs du savoir

Laissant de côté la Capitainerie du Venezuela, je m'en tiendrai *grosso modo* au *Nuevo Reino* où je distinguerai trois pôles culturels : Popayán, la vieille cité d'*encomenderos* aristocrates pour la plupart, enrichis au XVIII^e siècle par le commerce et l'exploitation des mines du Chocó, société « *esclavista* », comme l'a appelée Germán Colmenares ; Santafé de Bogotá, la capitale politique, et enfin Cartagena de Indias qui, si elle n'est pas notable par ses institutions culturelles, joue le rôle d'un moteur économique par son ouverture sur la zone caraïbe, port, toujours en alerte contre des attaques possibles dont son histoire est riche.

Ces trois pôles délimitent l'apparition d'une génération de *criollos ilustrados*⁶, expression d'une nouvelle catégorie sociale, les « intellectuels »⁷, issue de réseaux urbains coloniaux⁸. Une transformation culturelle des

⁴ Francisco José de Caldas, *Obras completas*, Bogotá, 1966, p. 184.

⁵ Tomás Uribe, « Las reformas administrativas para el tratamiento de la lepra en la segunda mitad del siglo XVIII », *Fronteras*, vol. IV, 1999, p. 210.

⁶ Renán Silva, *Los Ilustrados de Nueva Granada, 1760-1808, Genealogía de una comunidad de interpretación*, Medellín, 2002.

⁷ Eric Walter, « Sur l'intelligentsia des Lumières », *XVIII^e siècle*, n° 5, 1973, p. 173-201.

⁸ Pedro A. Vives Azancot, « Les espaces économiques américains au XVIII^e siècle », *L'Amérique Espagnole à l'Époque des Lumières*, Paris, éditions du CNRS, 1987.

élites urbaines se dessine, dominée par le désir d'acquérir les moyens de connaissance scientifique permettant une approche aussi rigoureuse que possible des richesses naturelles ou des ressources virtuelles du Vice-Royaume, avec pour but le développement économique et, selon l'éthique des Lumières, la félicité publique. Cette orientation de la pensée scientifique renouvelle notamment le point de vue de l'histoire naturelle et de l'astronomie et mettra en cause les autorités de gouvernement, car il ne s'agit pas seulement de connaître mais aussi de faire.

À Popayán, aux alentours de 1780, l'enseignement dispensé au *Colegio San Francisco de Asís* apparaît très limité malgré l'apport de José Félix de Restrepo, titulaire de la chaire de philosophie, dont Francisco José de Caldas dit : « *Nuestro curso de filosofía fue verdaderamente un curso de física y de matemáticas* »⁹. Il eut en effet le mérite de rédiger le premier texte en espagnol de physique expérimentale, mais quelques années plus tard, Caldas faisait des réserves sur ses compétences botaniques : « *Restrepo ha hecho mucho bien a Popayán, lo conozco, pero ¿merece ponerse al lado de Jussieu?* »¹⁰ et il jugeait sévèrement ses possibilités de renouvellement : « *Restrepo tiene un alma grande pero envejecida en los primeros principios* ». En 1791, dans son discours d'ouverture du cours de philosophie, nous constatons que s'il exaltait l'étude des sciences, il ne s'écartait pas d'une perspective moralisante chrétienne¹¹, position à peine modifiée dans le Règlement pour les études de la Province d'Antioquia en 1819 et dans son discours de clôture du cours de philosophie en 1825, il répétait l'introduction du Règlement de 1819. Sans doute faut-il relativiser le niveau des études si l'on en croit le jugement de Humboldt¹² : les jeunes *payaneses* ont une culture bien supérieure à ce que l'on pourrait attendre mais bien moindre que celle qu'ils imaginent. L'étude des sujets de thèses soutenues au *Colegio San Francisco* nous permet de mesurer l'étendue ou les limites du champ d'investigation ; il faut cependant remarquer l'importance accordée à l'optique qui permet, sans doute, à Caldas de fabriquer plus tard les instruments nécessaires à ses observations astronomiques. En physiologie, si l'on tentait d'étudier la structure du cerveau, on discutait toujours sur la présence de l'âme dans le cerveau ou sur le développement de l'âme des bêtes ; on était loin de la physique expérimentale¹³ !

⁹ *Cartas...*, à Mutis, 5 août 1801, p. 99.

¹⁰ *Cartas...*, 7 novembre 1802, p. 206.

¹¹ Guillermo Hernández de Alba, *Vida y escritos del Dr. José Félix de Restrepo*, Bogotá, 1935, pp. 137, 162, 174 ; Daniel Herrera-Restrepo, « José Félix de Restrepo, maestro de Caldas » in *Francisco José de Caldas*, Bogotá, Molinos Velásquez ed., 1994, p. 23-37.

¹² A. B. Bateman, « Humboldt y Bonpland », *Hojas de Cultura Popular Colombiana*, n° 48, 1954.

¹³ Pourtant, Luis Carlos Arboleda affirme qu'avant l'arrivée de Mutis « un nuevo saber teórico se iba imponiendo sobre la concepción de la antigua filosofía », *Historia social de la ciencia*, Bogotá, vol. II, 1993, p. 126-127.

Savoir et pouvoir à Santafé de Bogotá

Trop à l'étroit dans le cadre culturel de Popayán, la jeune génération s'en va vers Santafé dans l'espoir de trouver dans le prestigieux et élitiste Collège de *Nuestra Señora del Rosario* ou de *San Bartolomé* les outils mentaux fournis par la « Philosophie Nouvelle » pour accéder à une connaissance de « l'état réel des choses ». Alors que Francisco Zea avait publié dans le *Papel Periódico* en 1791 une véhémement dénonciation du retard des études en Nouvelle-Grenade (« Avisos de Hebéfilo », n° 8 et 9, 1^{er} et 8 avril 1791), presque 20 ans après Caldas écrivait : « *Nosotros acabamos de nacer : apenas tenemos 300 años de existencia y no se nos pueden exigir las luces y los conocimientos de Europa. El genio, el fuego sagrado de las ciencias camina con lentitud y por pasos medidos* »¹⁴ et ce feu sacré, la jeunesse créole le possédait.

Les agents du savoir

L'artisan de cette transformation culturelle, c'est un homme, un Espagnol, médecin, venu de Cadix pour accompagner le Vice-Roi Messía de la Cerda en 1760 et qui va constituer le point d'articulation entre savoir et pouvoir. Nous ne reviendrons pas sur la personnalité de José Celestino Mutis amplement étudiée par de nombreux chercheurs. Outre les résultats de sa formation médicale sur le plan théorique et pratique acquise à Cadix, Séville et Madrid, il apporte avec lui comme bagage intellectuel un peu de l'esprit d'ouverture qui régnait à Cadix, ville portuaire, et où, grâce à son amitié avec le consul de Suède Gahn¹⁵, il entre en contact avec Linné et son fils, accédant ainsi au courant linnéen de classification du monde du vivant, végétal et animal. Il a avec lui la Bible du naturaliste, le *Systema Naturae*, ouvrage précieux, introuvable pour les passionnés d'histoire naturelle dans le Vice-Royaume. Dès son arrivée en Nouvelle-Grenade, Mutis ressent un choc¹⁶ ; pour un homme comme lui, médecin épris de botanique, il ne peut que constater le contraste entre les productions admirables de la Nature et « la misère des Indes » (les termes sont de lui) qu'il découvre au fin fond de la zone minière de la Montuosa où il séjourne de 1766 à 1770. Il élabore et définit le principe de base qui doit sous-tendre toute démarche scientifique : il faut observer d'abord, expérimenter ensuite afin de pouvoir classer, opération délicate quand tout est nouveau. C'est pourquoi il est attentif, comme son disciple Caldas, aux différences entre

¹⁴ *Semanario de Nueva Granada*, ed. 1942, t. II, p. 18.

¹⁵ José Antonio Amaya, *Mutis, Apôtre de Linné en Nouvelle-Grenade*, Thèse EHESS, Paris, 1992, p. 345.

¹⁶ J. C. Mutis, *Diario de Observaciones*, Cf. Gabriel Restrepo, « Mutis el oráculo de este Reino », in *José Celestino Mutis 1732-1982*, Bogotá, 1983, p. 185.

les productions européennes et celles du Nouveau Monde qui rendent complexe toute classification définitive.

Au moment où le Vice-Royaume traverse une profonde crise culturelle, Mutis impose une nouvelle découverte de l'Univers, en se faisant le propagandiste de Copernic, de Newton, en s'attaquant au bastion de la scolastique qui se maintenait dans les chaires de collèges autorisées à délivrer des grades, bien que tous les historiens ne soient pas d'accord sur ce point. Un pas est franchi quand la chaire de mathématiques au *Colegio de Nuestra Señora del Rosario à Santafé* est créée pour Mutis en 1762, poste qu'il occupera de façon intermittente jusqu'en 1777. Enseignement difficile à exercer, parfois par manque d'assiduité des étudiants, parfois faute de subsides pour payer l'enseignant ; ce fut le cas de Jorge Tadeo Lozano éminent zoologiste, mathématicien et disciple de Mutis qui écrit à son maître en 1805 qu'il abandonne le poste où on l'avait nommé parce qu'il n'était pas rétribué depuis quatre ans et qu'il préférerait se consacrer à l'exploitation de ses terres pour entretenir sa famille (il semble que la pénurie financière du *Colegio* ait été déjà une constante au cours du XVII^e siècle). C'est un vrai plaidoyer pour l'enseignement des mathématiques que Mutis lance publiquement lors de l'ouverture de son cours au *Colegio Mayor de Nuestra Señora del Rosario*, le 13 mars 1762, en soulignant deux éléments qui nous paraissent essentiels : les mathématiques constituent une science utile en raison de la multiplicité de leurs applications et elles ont une portée universelle dans la mesure où elles s'adressent non seulement à une élite intellectuelle mais aussi aux esprits moyennement doués qui peuvent « être utiles à la république » : « *rústicos, ciudadanos, plebeyos, cortesanos, militares, artífices, sabios, seculares, eclesiásticos, todos en una palabra, de cualquier condición y estado deberían aplicarse a un estudio tan útil* »¹⁷. Il serait trop long d'exposer la clarté pédagogique de Mutis dans ses divers discours et sa volonté d'introduire dans les études une méthode d'organisation de la pensée inspirée par les principes de Descartes (*Comentario sobre la Geometría de M. Descartes*). Ayant défendu le système de Copernic avant même 1767 au Collège de San Bartolomé, il va porter le débat sur la place publique en 1773, prenant à témoin le représentant du pouvoir en la personne du Vice-Roi et de son épouse « *Sustentación del sistema heliocéntrico de Copérnico en conclusiones públicas* »¹⁸. Il réalise un véritable tour de force intellectuel pour concilier rupture épistémologique et continuité historique afin de trouver un équilibre dans le rapport délicat de la science et de la croyance.

Les efforts de Mutis dans la transformation de la marche du savoir et de sa diffusion seront facilités quand il sera nommé directeur de l'Expédition Botanique de la Nouvelle-Grenade, créée officiellement le 1^{er} novembre 1783 avec le soutien du Vice-Roi, l'Archevêque Antonio Caballero y Góngora. En effet, le Vice-Royaume manquait d'institutions capables de

¹⁷ Guillermo Hernández de Alba, *Estudios Científicos de Don José Celestino Mutis*, Bogotá, 1983, t. 2, p. 40.

¹⁸ *Op. cit.*, p. 105-116.

soutenir le progrès ; l'Expédition dont la mission première était de constituer la Flore de Bogotá va fonctionner comme un centre culturel où il fallait tout créer – salles de dessin, bibliothèque –, faire appel à des collaborateurs spécialisés dans le dessin, issus de la nouvelle génération, venus d'Espagne ou formés sur place, initiés à la philosophie nouvelle par Mutis lui-même : Jorge Tadeo Lozano, zoologiste et mathématicien ; Francisco Antonio Zea, botaniste et publiciste ; les neveux de Mutis dont Sinforoso qui poursuivait l'œuvre de son oncle ; Joaquín Camacho, le brillant et subversif Pedro Fermín de Vargas et un des plus notables Francisco José de Caldas, passionné d'astronomie, de géographie et de botanique qui attendit plusieurs années son intégration dans l'Expédition et en définitive se vit confier par Mutis la direction de l'Observatoire de Santafé en 1805.

À l'aise avec les représentants du pouvoir, en particulier avec l'Archevêque Vice-Roi dont il partage (il faut le reconnaître) les vues sur le droit de *Regalía*, Mutis joue le rôle d'intermédiaire entre les aspirations de la jeune génération et les autorités en place, soit qu'il recommande un sujet pour sa compétence soit qu'il se préoccupe de ses conditions matérielles d'existence. Il capte cette furieuse passion du savoir, fustigeant la partialité pédagogique des Dominicains et prône la création d'une Université Publique, en parfait accord avec les conclusions des rapports des Vice-Rois de 1772 à 1808.

Nous ne reviendrons pas sur cette bataille pour l'Université Publique¹⁹, amplement étudiée mais il nous paraît intéressant de souligner, une fois de plus la présence d'un individu, un créole de Mariquita, le Fiscal Moreno y Escandón, ami de Campomanes et de Aranda à qui le Vice-Roi Guirior confia en 1774 la mission de préparer un plan des études des Collèges de Santafé, « *Plan provisional e interino de los estudios que han de observar los Colegios de Santafé por ahora y hasta tanto que se erige Universidad Pública o Su Majestad dispone otra cosa* ». Le plan comporte deux faces : l'une critique qui permet de déceler entre les lignes un tableau de décadence et de relâchement ; l'autre, constructive qui propose une organisation des études et leur contenu adapté à la connaissances des données spécifiques de la Nouvelle-Grenade. Nous noterons aussi l'élargissement de la culture qui aurait pu engager vers une réflexion politique, telles que « Les Institutions Politiques » du Baron de Bielfeld dont Sarrailh écrit qu'il était franchement anti-catholique, lecture qui n'apparaît pas dans le plan proposé en 1787 par l'Archevêque et Vice-Roi. Comme le plan de Moreno y Escandón ne cachait pas une orientation qui tendait vers la sécularisation de l'enseignement, on comprend le frein mis par le pouvoir religieux désireux de conserver sa présence dans la formation des élites²⁰.

¹⁹ Thomas Gomez, « La batalla de la Universidad Pública de Santa Fe de Bogotá (1768-1803) », in Mariano Peset (ed.), *Claustros y estudiantes*, Valencia, 1989.

²⁰ *Boletín de Historia y Antigüedades*, vol. XXIII (1936), p. 644-672 ; sur Moreno y Escandón, il existe de nombreuses études, entre autres celle de Luis Carlos Arboleda, « Matemáticas, cultura y sociedad en Colombia », in *Historia social de la ciencia en Colombia*, Bogotá,

Un autre frein à la mise en place d'une Université publique était le financement, les moyens ; après l'expulsion des Jésuites il avait été convenu que la confiscation de leurs biens gérés par une *Caja de Temporalidades* permettrait de doter les chaires à créer, mais au fil des années ces *temporalidades* sont un peu comme l'Arlésienne : les *Relaciones de mando*²¹ y font allusion mais on ne les voit pas avoir un effet sur le terrain. Manque de fonds « *obstáculo insuperable* » chez Caballero y Góngora, pénurie financière chez Ezpeleta qui déclarait en 1797 : « *La Universidad de esta capital tiene el nombre de Pública pero no la realidad* ». Pour Mendinueta la *Junta de Estudios* était un lourd organisme à manier car les *Temporalidades* étaient tombées dans le domaine de la *Real Hacienda*. La discontinuité règne dans l'exercice du pouvoir : déjà en 1796, après le départ de Moreno y Escandón, Manuel del Socorro Rodríguez écrivait : « *Todo desaparece a la vista de una nueva administración* ».

Un climat d'oppression assombrissait l'acquisition du savoir particulièrement ressenti par F. J. de Caldas : « *me encerraron en uno de esos colegios en que no se veía otras cosas que desatinos de materia prima* » ou qui regrettait d'avoir perdu « *los tres años más preciosos* » de sa vie pour acquérir un modeste diplôme de bachelier en droit²². Malgré l'insistance de Caballero y Góngora en 1789 qui, tout comme Moreno y Escandón, prônait la nécessité de substituer les sciences utiles aux sciences spéculatives, la réintroduction de la « *Philosophia* » de Goudin marquait un retour en arrière²³ ; enfin la suppression de la chaire de droit des gens en 1801 portait un coup à la tentative d'élargissement du savoir juridique proposé par Moreno.

Rien d'étonnant alors que la corporation estudiantine ait toujours été marquée par les retombées du mouvement subversif provoqué par la diffusion des Droits de l'homme et du citoyen par Nariño en 1794.

1993, vol. II, nota 40, p. 140. Cf. Diana Arango Soto, *Polémicas Universitarias en Santafé de Bogotá, siglo XVIII*, Bogotá, 1993. Le plan a-t-il été appliqué ? Le point de vue des historiens diverge ; il semble qu'il ait eu un début d'application pendant quatre ou cinq ans ; selon Jaramillo Uribe, il n'a jamais été mis en pratique pour des raisons financières et le manque de professeurs, « El proceso de la educación en el Virreinato », in *Nueva Historia de Colombia*, p. 210. Nous avons trouvé des traces de l'intérêt porté par les élites intellectuelles à la lecture des *Instituciones políticas* dans une liste d'ouvrages commandés par un administrateur de courriers qui appartenait à l'équipe du *Semanario de Nueva Granada*. Voir AGI, Sevilla, Inventario, Sección de Correos, Madrid, 1996.

²¹ *Relaciones de Mando, Memorias presentadas por los gobernantes del Nuevo Reino de Granada, compiladas y publicadas por E. Posada y P. M. Ibáñez*, Bogotá, 1910. Le vice-roi Guirior écrivait : « el grave y delicado asunto de las temporalidades ocupadas desde el extrañamiento de los regulares de la extinguida Compañía, tiene tan diferentes ramos e incidentes de tanta variedad que no me es fácil exponer por menor y con individualidad su estado », José Manuel Groot, *Historia eclesiastica y civil de Nueva Granada*, Bogotá, 1953, t. 2, p. 214.

²² Jeanne Chenu, *Francisco José de Caldas, un peregrino de las ciencias*, Madrid, ed. Historia 16, 1992, p. 16.

²³ La « *Philosophia* » avait été éliminée par Jovellanos qui proposa à l'*Instituto de Jijón* un enseignement de sciences avec pour base Musschenbroek, *Saber ; Cultura, Sociedad en el Nuevo Reino de Granada*, Bogotá, 1984, Apéndice documental, p. 119 et 102-110, note 5.

Troisième lieu stratégique du savoir : Cartagena de Indias, le savoir mis au service de la société

Je soulignerai une fois de plus le rôle de l'individu dans la dynamique du savoir, contré par les frictions avec le ou les pouvoirs locaux, en la personne d'un créole, grand négociant de Cartagena, José Ignacio de Pombo, issu du réseau amical et culturel de Popayán ; mettant à profit la *Real Cédula* de 1795 qui créait une nouvelle organisation et réglementation des *Consulados de Comercio* et inspiré par le courant des Lumières il s'efforça d'articuler la production du savoir et sa finalité, la mise au service de la société²⁴.

Connaissant la passion astronomique et géographique de F. J. de Caldas, J. I. de Pombo conseillé par Mutis décida de confier au jeune savant la mission d'explorer le territoire du Vice-Royaume pour en dresser une carte et améliorer le système de communications, non seulement pour désenclaver la Cordillère mais aussi pour raccorder l'espace intérieur, la zone caraïbe et la côte Pacifique, reliant ainsi l'Atlantique et le Pacifique²⁵. Vision mondialiste avant l'heure, pourrait-on penser, et qui retrouvait les chemins du passé, la quête fantasmagique de l'Asie de l'époque de la découverte et de la conquête²⁶. Tout est mis en œuvre : l'appui de Mutis, les fonds du *Consulado* à qui la Couronne avait concédé le droit d'*avería*, la participation financière personnelle du *Prior* Pombo lui-même. Ces efforts se heurtèrent au mauvais vouloir du Vice-Roi Amar qui donna sa préférence aux obscures propositions du curé de Puente Real, Fray Pedro Pardo, affaire qui dut avoir une certaine résonance à l'époque, si l'on en juge par les nombreuses références faites à Pedro Pardo dans les *Relaciones de Mando* et la place que lui consacre Pombo dans la *Representación* de 1806 et 1807. Après un premier refus de la candidature de Caldas²⁷, le pouvoir s'opposa aussi à la collaboration d'ingénieurs militaires pour entreprendre des travaux de caractère civil²⁸. Autre exemple de la tension entre le

²⁴ Jeanne Chenu, « Autonomie et dépendances, le Real Consulado de Cartagena de Indias (1795-1850) » in *Instituciones coloniales et réalités sociales en Amérique espagnole*, C.I.A.E.C., Sorbonne Nouvelle, 1988. Voir aussi Anthony Mc Farlane, *Colombia antes de la independencia : Economía, sociedad y política bajo el dominio Borbón*, Cambridge University Press, 1993, p. 447-467.

²⁵ A.G.I Santa Fé, 957. Il faut souligner aussi l'esprit d'ouverture du Baron Carondelet, Président de l'Audience de Quito qui, en 1803, présenta au Roi une *Representación* qui aboutit à l'octroi de 40.000 pesos pour soutenir la recherche d'une voie pour atteindre le Pacifique ; cf. Caldas, *Obras*, p. 196.

²⁶ Jeanne Chenu, « Un projet créole de communication interocéanique à la veille de l'Indépendance (José Ignacio de Pombo et le progrès économique de la Nouvelle Grenade) » in *Tilas*, XIII-XIV Année (1973-1974), p. 142. A.G.I Santa Fé 960 et A.G.I, Quito 223 ; J. Chenu, *art. cit.*, p. 152-153. Le rapport de Pombo contient un vrai programme de gouvernement.

²⁷ Caldas, *Obras*, note 3, p. 190.

²⁸ Le *Consulado* souhaitait confier à l'ingénieur militaire Taliedo l'établissement d'un plan d'ouverture et de construction de canaux de navigation ; mais il semble que cette proposition ait été refusée par le vice-roi Amat une première fois, malgré des demandes

progrès du savoir et les autorités sur le plan sanitaire cette fois : les propositions de J. I. de Pombo de faire transporter à ses frais, en 1803, le vaccin contre la variole depuis la Jamaïque se heurtèrent au refus catégorique du Vice-Roi²⁹.

Quant à la diffusion du savoir souhaitée par Pombo, elle ne rencontra qu'opposition ; une imprimerie officielle n'avait commencé à fonctionner à Santafé qu'à partir de 1777 et pour des publications contrôlées ; malgré ses demandes réitérées entre 1800 et 1807, le *Consulado* se vit interdire l'installation d'une imprimerie dont Manuel, le frère de José Ignacio, était allé négocier l'achat à Philadelphie. Cet épisode a marqué les esprits puisque nous en retrouvons les échos dans le n° 139 du 25 janvier 1811 de la *Gaceta de Caracas* au nom d'une revendication pour la liberté d'expression.

Ambiguïtés de la relation savoir et pouvoir : la science est un combat

« *Las ciencias como la guerra necesitan de valor e intrepidez* » écrivait Caldas à Mutis le 6 mai 1802 (*Cartas* p. 178). Parmi les élites créoles, une nouvelle conscience se manifeste ; on voit apparaître une relation entre savoir et pouvoir, en réalité plus ambiguë que conflictuelle. Science et politique sont liées comme l'affirme F. J. de Caldas en exergue de son essai sur « *El estado de la geografía* » : « *La geografía es la base fundamental de toda especulación política* »³⁰. L'intelligentsia créole déplore le manque d'efficacité, l'inertie de représentants de l'autorité coloniale qui paralysaient les efforts vers la vérité, mais pour progresser elle a besoin d'appui institutionnel, de moyens financiers, d'une aide que les seuls individus ne peuvent apporter, en dépit des liens d'amitié comme en témoigne la correspondance de Caldas, Santiago Arroyo, Camilo Torres, Antonio Arboleda, Francisco Zea, etc.

Comme Mutis l'avait fait, F. J. Caldas, encore une fois lui, appelle de tous ses vœux la création d'une *Sociedad Patriótica* où se retrouverait l'élite éclairée du Vice-Royaume. Il demande alors le soutien du pouvoir : « *La autoridad debe fundar este cuerpo, debe darle carácter público, debe organizarlo, debe protegerlo, si quiere poner los fundamentos de la felicidad común* »³¹. En réalité, en 1801, au moment où Mutis élaborait le statut

réitérées de Pombo en 1806. Taliedo avait cependant été chargé par ce vice-roi de vérifier le relevé du cours du Magdalena, réalisé par Humboldt et que Caldas devait reprendre plus tard.

29 Mutis, *Archivo Epistolar*, Tome IV, Bogotá, 1975 et *Fondo documental José Celestino Mutis del Real Jardín Botánico*, Madrid, 1995, n° 259, p. 40. Consulter Manuel Lucena Giraldo, « *Contra la ley, convicción: poder y ciencia en el proyecto nacional de José Ignacio de Pombo (1761-1815?)* » in *Les révolutions ibériques et ibéro-américaines à l'aube du XIX^e siècle*, Paris : C.N.R.S, 1991. Nous précisons que Pombo est mort en 1812 car nous avons trouvé dans la *Gaceta de Caracas* du 26 mai 1812 la notice nécrologique le concernant : « *Santa Fè ha perdido el primer hombre y Popayán su más ilustre hijo* ».

30 Caldas, *Obras*, p. 183.

31 *Ibid.* p. 272 et *Cartas*, p. 97.

d'une *Sociedad Patriótica*, en conformité avec le règlement autorisé par la Péninsule, ce type d'institution était entré en léthargie en Espagne, le pouvoir manifestant son hostilité à l'encadrement d'une communauté scientifique. Malgré l'inauguration et la présentation du règlement par J. C. Mutis (1805-1807)³², Caldas en 1808 faisait une mélancolique constatation : « *Sabemos que en esta capital se acaloró ha pocos años el proyecto de una Sociedad Patriótica, sabemos que se formó expediente sobre este objeto interesante y sabemos que todo quedó reducido a un bello pensamiento* »³³. Mais le savoir revendique par ailleurs sa place auprès des autorités en leur apportant l'aide et le soutien nécessaires à un bon gouvernement ; en quelque sorte il y a une réciprocité de services : « *hay cosas en que la autoridad nada puede. Establecer un ramo de industria, desterrar prácticas perjudiciales y envejecidas, difundir las luces en las últimas clases de la sociedad, formar agricultores y artistas, no es del resorte de los que poseen el poder* »³⁴.

Un deuxième souffle pour le savoir : le journalisme scientifique

C'est encore l'initiative individuelle qui va œuvrer pour promouvoir, enrichir et diffuser le savoir avec toujours le même but : travailler à la félicité publique. Persuadé de la nécessité d'encadrer les recherches du savant par une communauté scientifique, Francisco José de Caldas décide de regrouper la production intellectuelle en Nouvelle-Grenade dans un journal scientifique le « *Semanario de Nueva Granada, Miscelánea de ciencias, literatura, artes e industria. Publicada por una sociedad de patriotas granadinos bajo la dirección de Francisco José de Caldas* » dont l'impression est confiée à Don Bruno Espinosa de los Monteros. Ce n'est pas la première publication journalistique dans le Vice-Royaume puisque, encouragé par le Vice-Roi José de Ezpeleta, un homme modeste venu de Cuba, Manuel del Socorro Rodríguez avait fondé en 1791 le *Papel Periódico de Santafé de Bogotá* où Mutis avait publié son « *Arcano de la Quina revelado a beneficio de la Humanidad* » à partir du n° 89, 10 mai 1793, jusqu'au n° 129, 14 février 1794.

Le *Prospecto* du *Semanario* pour l'année 1809, daté du 8 août, manifeste clairement l'intention de son fondateur et l'orientation du périodique : il s'agit de faire connaître toutes les provinces du Nuevo Reino (« *demos a conocer todas nuestras provincias* ») en embrassant d'un regard encyclopédique la variété du monde néo-grenadin, grâce à l'apport de « *muchos individuos de la capital* ». Soutenu par souscription individuelle, le journal après deux

³² Mutis, « Organización de la Sociedad Patriótica de los Amigos del País en Santa Fé de Bogotá, discurso de inauguración y reglamentos, 1805-1807 », in Guillermo Hernández de Alba, *Escritos científicos de Don José Celestino Mutis*, Volume II, Bogotá, 1983, p. 291-303.

³³ *Obras*, p. 272 et *Cartas* p. 97.

³⁴ À propos des *sabios*, cf. Renán Silva, *Los Ilustrados de Nueva Granada 1760-1808*, Medellín, EAFIT, 2002, p. 59.

ans de publication régulière, avec 53 numéros en 1808 et 52 numéros en 1809, devait faute d'appui financier être réduit à une série de 11 *Memorias* publiées en petit format en 1811³⁵.

Ouvert à la controverse, le *Semanario* abordera des thèmes aussi délicats que l'influence du climat sur les êtres organisés - qui déclenchera une vive polémique -, l'origine de maladies endémiques comme le goitre et la variole, l'éventuelle acclimatation de plantes ou d'animaux en Nouvelle-Grenade, la démographie et la complexité ethnique. Mais le savoir a ses exigences : tous les articles, précise le *Prospecto*, seront reçus et corrigés par Caldas³⁶ pour assurer une base cohérente de réflexion, tout en respectant la liberté d'écriture des participants : « *La libertad literaria expiró si el magistrado se arroga la autoridad desconocida de corregir las obras de los hombres de letras* »³⁷. Par le jeu d'une écriture claire, le savoir ne devra pas rester enfermé dans un cénacle privilégié mais communiquer ses lumières au « *común de los paisanos* ». Il atteindra en outre une dimension universelle illustrant le propos d'un ami de Caldas de Popayán, Don Vicente Arboleda : « *el arte de escribir nos hace coetáneos de todos los siglos y habitantes de todos los pueblos* »³⁸.

Ainsi pour répondre aux réticences du pouvoir, à la lenteur et au poids de l'administration coloniale, le *Semanario* dessinait-il les contours d'un champ scientifique où s'affirmait la personnalité culturelle de la Nouvelle-Grenade. Mais le cours de l'histoire, « les circonstances actuelles », comme l'écrivait discrètement Caldas, allait infléchir l'orientation du savoir vers de nouvelles routes ; c'est pourquoi nous avons fixé comme limite à notre étude la date de 1810. Le grand idéal de progrès inspiré par le courant de la *Ilustración* est estompé par les nécessités de l'heure. L'Université Publique n'a pas fonctionné comme la jeune génération souhaitait ; l'institution ne verra le jour qu'en 1820. Avant même la mort de Mutis, le manque de numéraire est si important que Caldas va reconnaître la nécessité de renforcer l'exploitation minière pour alimenter les caisses royales. Plus confiant dans l'encadrement militaire que civil tant sur la formation technologique qu'éducative, pour habituer la jeunesse à la subordination et « pour contenir sa naturelle inconstance », il trouve dans l'institution militaire l'encadrement souhaité pour une formation scientifique. Il en établit les règles dans son *Plan razonado de un cuerpo militar de ingenieros*

³⁵ *Semanario de Nueva Granada*, Imprenta Patriótica de Don Nicolás Calvo y Qixano 1811, Paris, B.N.F, P. Angrand 809.

³⁶ *Obras*, p. 411.

³⁷ *Cartas*, p. 264.

³⁸ Ceci nous rappelle le *Discurso sobre el lenguaje y estilo propio de un diccionario geográfico* de Jovellanos prononcé devant la *Real Academia de la Historia*. Nous ne partageons pas le point de vue de Renán Silva quant à l'effet *segregacionista* de la théorie de l'histoire naturelle et la coupure entre savoir éclairé et savoir populaire (Renán Silva, *op. cit.* p. 501) ; nombreux sont les exemples qui prouvent qu'au niveau du discours, en tout cas, le savoir créole savait apprécier et utiliser la connaissance empirique du monde indien. Sinfaroso Mutis, dans la *Memoria 2a* du *Semanario* du 12 janvier 1810, écrit que tout ce qui peut être de la Botanique appliquée doit être mis à la portée du public.

Jeanne Chenu

*mineralógicos en el Nuevo Reino de Granada*³⁹ qui portait en germe la création de l'école d'ingénieurs militaires de la République d'Antioquia. Le savoir n'était plus ce facteur d'homogénéisation sociale rêvé par les collaborateurs du *Semanario*. Associé au pouvoir militaire, il inspirait cette remarque au savant créole au moment où il annonçait à son ami Santiago Arroyo la naissance de son fils : « *Tiene Vd. ya un renuevo astronómico y un heredero del cuadrante y del telescopio, y ahora también del cañón y del mortero* ». Et il ajoutait l'expression d'un regret, le pur savoir loin de « la majesté des cieux » aboutissait à la pratique de « *ciencias horribles* »⁴⁰ (Santafé, 5 août 1811) dont il ne niait pas qu'elles pouvaient avoir leur charme.

Jeanne CHENU
Université de la Sorbonne Nouvelle

³⁹ *Obras*, p. 375-383 et p. 415-431.

⁴⁰ *Cartas*, p. 317.

Bibliographie

Livres

- AMAYA José Antonio, *Mutis, Apôtre de Linné en Nouvelle-Grenade*, Thèse EHESS, Paris, 1992.
- ARANGO SOTO Diana, *Polémicas Universitarias en Santafé de Bogotá, siglo XVIII*, Bogotá, 1993.
- ARBOLEDA Luis Carlos, *Historia social de la ciencia*, Bogotá, Colciencias, vol. II, 1993.
- BATEMAN Alfredo D. ET ARIAS DE GREIFF Jorge, *Cartas de Caldas*, Bogotá, Colciencias, 1978.
- CALDAS Francisco José de, *Obras completas*, Bogotá, Imprenta Nacional, 1966.
- CHENU Jeanne, *Francisco José de Caldas, un peregrino de las ciencias*, Madrid, Historia 16, 1992.
- DE SAN PÍO ALADRÉN M. Pilar (coord.), *Catálogo del Fondo documental José Celestino Mutis del Real Jardín Botánico*, Madrid, Instituto Colombiano de Cultura Hispanica, 1995.
- GACETA DE CARACAS du 26 mai 1812.
- GROOT José Manuel, *Historia eclesiástica y civil de Nueva Granada*, Bogotá, Biblioteca de autores colombianos, 1953.
- HERNANDEZ DE ALBA Guillermo, *Archivo Epistolar del Sabio Naturalista Don José Celestino Mutis*, Bogotá, Kelly, 1975, t. IV.
- HERNANDEZ DE ALBA Guillermo, *Estudios Científicos de Don José Celestino Mutis*, Bogotá, Kelly, 1983.
- HERNANDEZ DE ALBA Guillermo, *Vida y escritos del Dr. José Felix de Restrepo*, Bogotá, Imprenta Nacional, 1935.
- Mc FARLANE Anthony, *Colombia antes de la independencia : Economía, sociedad y política bajo el dominio Borbón*, University Press, Cambridge, 1993.
- POSADA E. ET IBÁÑEZ, P. M., *Relaciones de Mando, Memorias presentadas por los gobernantes del Nuevo Reino de Granada, compiladas y publicadas por E. Posada y P. M. Ibáñez*, Bogotá, 1910.
- SEMANARIO DE NUEVA GRANADA, ed. 1942, t. II.
- SEMANARIO DE NUEVA GRANADA, Imprenta Patriótica de Don Nicolás Calvo y Qixano 1811. Paris, B.N.F, P. Angrand 809.
- SILVA Renán, *Los Ilustrados de Nueva Granada, 1760-1808, Genealogía de una comunidad de interpretación*, Medellín, EAFIT, 2002.
- SILVA Renán, *Saber, Cultura, Sociedad en el Nuevo Reino de Granada*, Bogotá, Universidad Pedagógica Nacional, 1984.

Articles

- ARBOLEDA Luis Carlos, « Matemáticas, cultura y sociedad en Colombia », *Historia social de la ciencia en Colombia*, Vol. II (1993), Bogotá.
- BATEMAN Alfredo D., « Humboldt y Bonpland », *Hojas de Cultura Popular Colombiana*, n° 48, 1954.

Jeanne Chenu

BOLETÍN DE HISTORIA Y ANTIGÜEDADES, vol. XXIII, 1936, p. 644-672.

CHENU Jeanne, « Autonomie et dépendances, le Real Consulado de Cartagena de Indias (1795-1850) », *Institutions coloniales et réalités sociales en Amérique espagnole*, C.I.A.E.C, Sorbonne Nouvelle, 1988.

CHENU Jeanne, « Un projet créole de communication interocéanique à la veille de l'Indépendance (José Ignacio de Pombo et le progrès économique de la Nouvelle Grenade) », *Tilas*, XIII-XIV, année 1973-1974, p. 142-158.

GOMEZ Thomas, « La batalla de la Universidad Pública de Santa Fe de Bogotá (1768-1803) », in Mariano Peset (ed.), *Claustros y estudiantes*, Valencia, 1989.

HERRERA-RESTREPO Daniel, « José Felix de Restrepo, maestro de Caldas », in *Francisco José de Caldas*, Bogotá, Molinos Velásquez ed., 1994, pp. 23-37.

LUCENA GIRALDO Manuel, « Contra la ley, convicción: poder y ciencia en el proyecto nacional de José Ignacio de Pombo (1761-1815?) » in *Les révolutions ibériques et ibéro-américaines à l'aube du XIX^e siècle*, Paris, C.N.R.S, 1991.

MUTIS José Celestino, « Organización de la Sociedad Patriótica de los Amigos del País en Santa Fé de Bogotá, discurso de inauguración y reglamentos, 1805-1807 ». in Guillermo Hernández de Alba, *Escritos científicos de Don José Celestino Mutis*, Vol. II, Bogotá, 1983, p. 291-303.

RESTREPO Gabriel, « Mutis el oráculo de este Reino », in *José Celestino Mutis 1732-1982*, Bogotá, 1983.

URIBE Jaramillo, « El proceso de la educación en el Virreinato », in *Nueva Historia de Colombia*, Bogotá, Editorial Planeta, 1989.

URIBE Tomás, « Las reformas administrativas para el tratamiento de la lepra en la segunda mitad del siglo XVIII », in *Fronteras*, vol. IV (1999).

VIVES AZANCOT Pedro A., « Les espaces économiques américaines au XVIII^e siècle », in *L'Amérique Espagnole à l'Époque des Lumières*, Paris, 1987.

WALTER Éric, « Sur l'intelligentsia des Lumières », *XVIII^e siècle*, n° 5, 1973.

Manuscrits

Archivo General de Indias (A.G.I.), Sevilla, Inventario, Sección de Correos, Madrid, 1996.

A.G.I. Quito 223

A.G.I. Santa Fé 957

A.G.I. Santa Fé 960

*La interpretación
de Antonio Nariño sobre
Los derechos del hombre y del ciudadano
en los inicios de la emancipación
de la Nueva Granada*

*En homenaje al profesor Thomas Gómez, excelsa
hispanoamericanista, buen conocedor y amante
de la Nueva Granada.*

SE PRESENTA UN ESTUDIO sobre el valor de la biblioteca de Antonio Nariño en su formación autodidacta y su influencia en la traducción e interpretación de los *Derechos del hombre y el ciudadano*, acontecimiento pionero en la América hispana bajo la dominación colonial, que constituyó uno de los principales hitos en la formación de la identidad criolla de la élite ilustrada neogranadina de finales del siglo XVIII e inicios del siglo XIX.

Suele reconocerse a Antonio Nariño y Álvarez como aquel que, a finales de 1793, por primera vez tradujo a la lengua española y publicó el texto de la *Declaración de los derechos del hombre y el ciudadano* aprobado por la Asamblea nacional constituyente francesa, documento que estaba prohibido de circular en las colonias españolas de ultramar por el mismísimo Tribunal del santo oficio de la inquisición.

No obstante, me propongo mostrar que su función como intérprete de dichos derechos fue aún más significativa, debido a que el acto de traducir y publicar este documento inmediatamente fue objeto de una feroz represión por las autoridades del Virreinato de la Nueva Granada pero, por el contrario, la interpretación contenida en los alegatos de su propia defensa en el juicio por causa penal que se le siguió, constituyó una pieza maestra de la formación de la identidad alternativa de los españoles nacidos en América, aquellos que formaron la élite de los denominados criollos ilustrados, precursores de la independencia.

La biblioteca de Nariño

Si tomamos en cuenta el valor superlativo de algunos procesos históricos del Virreinato de la Nueva Granada en las últimas décadas del siglo XVIII tales como la Reforma educativa de Moreno y Escandón (1774), la apertura de la Real biblioteca de Santafé e instalación de la imprenta Real (1777), y la Expedición botánica de los Andes septentrionales (1783), quizá sea exagerado el propósito del planteamiento de Miguel Antonio Caro, connotado escritor y ex Presidente colombiano, según el cual el verdadero origen de la independencia nacional debe buscarse en la biblioteca de Antonio Nariño. Según Caro, «Si atendemos a intenciones podemos subir más arriba y buscar la cuna de la República en la biblioteca de Nariño».

Pero lo que no resulta exagerado es reconocer el valor de la biblioteca de su padre, don Vicente Nariño, y la de su tío, don Manuel Bernardo Álvarez, en la formación autodidacta de Antonio Nariño. Como bien lo señaló el historiador español Ramón Esguerra respecto de esa formación: «No estudió en la universidad y sí en el Colegio de San Bartolomé, pero se formó en la biblioteca paterna».

En efecto, el padre de Antonio Nariño ofició como Contador del Tribunal de Cuentas de Santafé de Bogotá, a la vez que formó parte de los españoles nombrados por la Corona en cargos públicos de la administración colonial en tiempos de Carlos III de Borbón. La biblioteca paterna contaba con una mayoría de textos de historia, seguidos por otros temas tales como filosofía, derecho, gramática, poesía e historia sagrada, tal como quedó consignado en el testamento familiar en el que aparecen más de 200 libros, suma importante para una familia del Virreinato de la Nueva Granada de esa época. De su tío materno se sabe que, en su condición de intelectual, catedrático de derecho civil y eclesiástico, tuvo una notable influencia que ejerció sobre el joven Nariño, aunque no se registra a la fecha una fuente confiable que nos muestre el inventario preciso de su biblioteca.

Por el contrario, disponemos de una lista detallada de la biblioteca de Antonio Nariño, producto del inventario para el embargo de los bienes de su casa de habitación durante el arresto por la publicación de los *Derechos del hombre*, en la que se encontraron un total de 672 obras, algunas de las cuales registraban varios tomos. En este inventario se encuentran algunos de los libros que fueron de la biblioteca paterna, sumados a la labor paciente de don Antonio para importar de Europa obras de derecho, filosofía, viajes, historia, educación, actividades prácticas en el ramo de la minería y la agricultura, así como obras de referencia, tales como diccionarios de diversas lenguas.

Para completar el inventario de esa biblioteca debemos hacer alusión a un episodio rocambolesco que protagonizó en los días previos a su detención: en aquella ocasión seleccionó un conjunto de las obras que a su juicio podrían incriminarlo, para llevarlas a las afueras de la ciudad de Santafé de Bogotá a un predio rural de propiedad de su hermano, José

Nariño. En este conjunto encontramos un total de 28 obras, la mayoría en lengua francesa, entre las cuales están los *Pensamientos* de François-Marie Arouet de Voltaire, *El espíritu de las leyes* de Montesquieu, *La Historia filosófica y política de establecimientos y comercio de los europeos en las dos Indias* escrita por el ex jesuita Guillaume Thomas Raynal, obra prohibida y considerada especialmente peligrosa por las autoridades coloniales. Con estas se completan las 700 obras que formaron la biblioteca de Nariño.

El temor que le causó al depositario de esas obras lo condujo a pedir ayuda al fraile capuchino Andrés Xixona para trasladarlas nuevamente a la ciudad, al hospicio de los padres menores capuchinos misioneros. Así se hizo, en efecto, en medio del sigilo, y el fraile Xixona dio cuenta del hecho al Padre presidente de la comunidad, aduciendo que su propósito no era otro que «impedir los progresos del espíritu de sedición y conservar la verdad y justicia en el triunfo y trono que con felicidad este Reino poseía». Días después el depósito fue denunciado ante el Fiscal de la causa y confiscados estos libros en ese convento.

La traducción de la *Declaración de los derechos del hombre y del ciudadano*

A finales de 1793, como una ironía de la historia, el capitán Cayetano Ramírez, miembro de la guardia del Virrey Antonio de Ezpeleta y sobrino de este, prestó a Nariño un ejemplar del tercer tomo de la obra *Historia de la revolución de 1789 y del establecimiento de una Constitución en Francia*, de donde tradujo el texto de la *Declaración de los derechos del hombre y del ciudadano* para darlo a imprimir en una empresa de su propiedad, denominada Imprenta Patriótica. Una vez impresos cerca de doscientos ejemplares Nariño alcanzó a vender algunos, los que circularon con rapidez hasta llegar a manos de algunos habitantes de la capital del virreinato. Uno de ellos, de inmediato, le advirtió el serio riesgo en que incurría al propalar una información altamente peligrosa para los intereses de la Corona española.

Aunque la reacción de Nariño fue la de acatar esta advertencia para proceder a quemar los ejemplares impresos, meses después, en agosto de 1794, se encontró incurso en una denuncia por la que el soldado español José Arellano lo vinculaba con la preparación de un complot para atentar contra las autoridades virreinales y señalaba como lugares de encuentro los salones del Colegio de Santo Tomás, Mayor del Rosario, y el propio hogar de Nariño. En efecto, todo indica que se trata de la tertulia literaria que fundó a comienzos de ese año, a la que denominó «El arcano de la filantropía» y que tuvo como propósito la lectura y discusión de obras y documentos de interés para los contertulios.

Las autoridades virreinales obraron con celeridad y singular sevicia contra él y su familia al ponerlo bajo arresto y confiscarle todos sus bienes, para luego ponerlos en remate público bajo la acusación de «intento de

sublevación, por los pasquines sediciosos y por la impresión clandestina de los Derechos del hombre».

La defensa

En circunstancias muy adversas, producto del deterioro de su estado de salud por las rigurosas condiciones de cautiverio después de once meses, Nariño se vio precisado a iniciar él mismo su defensa debido a la presión ejercida por el régimen colonial que constituyó un serio obstáculo para encontrar un abogado defensor durante los primeros meses de su reclusión. A la postre pudo contar con la asesoría legal y las fuentes de documentación que le proveyó José Antonio Ricaurte Regueiros, fiscal de lo civil en la Real audiencia de Santafé y cuñado suyo, quien por esa causa fue destituido y enviado preso a las mazmorras del fuerte de Pastelillo en Cartagena de Indias, donde murió en confinamiento luego de diez años de presidio. Este lazo de parentesco nos recuerda la circunstancia que Thomas Gómez denomina de manera acertada «La República de los cuñados», para referir las estrechas relaciones de estas con el poder en la Nueva Granada; en este caso, se trata de la conformación de un contrapoder que soportó la persecución, luchó y resistió hasta constituirse a la postre como una nueva hegemonía.

La hegemonía de la dominación colonial española a finales del siglo XVIII en el Virreinato de la Nueva Granada registraba algunos índices preocupantes del surgimiento de formas de resistencia y protesta popular. Tal fue el caso en la insurrección de los Comuneros, así denominada por tratarse de la protesta de los «comunes», en oposición a los «notables» del Virreinato, en cuanto a las nuevas cargas impositivas contenidas en la Real orden del 16 de agosto de 1780 para el manejo de las rentas de Alcabala y Armada de Barlovento, en el contexto de la guerra con Inglaterra.

Esa insurrección fue sofocada de manera cruel, apelando al terror como fue el caso de la ejecución de sus principales líderes, en especial la de José Antonio Galán, quien fue torturado, ejecutado y desmembrado con el propósito de exhibir sus partes en diversos lugares del Nuevo Reino de Granada para escarnio público. Esta forma de terrorismo afectó al joven Antonio Nariño, quien a la sazón contaba con diecisiete años y formaba parte del Batallón de milicias urbanas de Santafé. En esa condición hubo de presenciar la ejecución pública en la plaza mayor de la capital y en los meses siguientes, con la aprobación de sus padres, tomó la decisión de abandonar la Milicia.

Estos antecedentes muestran la extrema preocupación que causó a las autoridades coloniales cualquier intento de sublevación contra el poder del Rey. En especial, la influencia de la Independencia de los Estados Unidos y la Revolución francesa fue calificada como extremadamente pernicioso por las autoridades, aunque fue considerada como un ejemplo histórico muy importante para algunos criollos ilustrados de finales del siglo XVIII.

En particular, en lo que se refiere a los Derechos del hombre, cabe decir que la élite ilustrada formada en las aulas de los Colegios mayores tuvo contacto con teorías jurídicas y filosóficas novedosas, que permitieran la formación de un conjunto de funcionarios locales para atender el trámite de los asuntos del Virreinato en el marco de las reformas borbónicas. Aquello que Magnus Mörner denominó «La reorganización imperial en Hispanoamérica» entre 1760 y 1810, representó un esfuerzo por mejorar varios frentes, entre estos el relacionado con los estudios superiores.

El trabajo de interpretación del texto de los *Derechos del hombre* llevado a cabo por Antonio Nariño en su defensa, nos permite apreciar los referentes que tuvo a su alcance y los propósitos prácticos de tal interpretación. El meollo de su defensa se basa en el argumento según el cual no hizo una interpretación unívoca del sentido de tales derechos, es decir, aquellos que emanaron de su particular circunstancia histórica en el derrumbe del Antiguo Régimen francés, sino que se aplicó a interpretarlos en un nuevo contexto, representado por la tradición española de defensa de los Derechos naturales.

En primer lugar, puso de presente que en publicaciones que circulaban sin restricciones en España y América se divulgaban argumentos favorables a la libertad e igualdad de todos los hombres. Para apoyar ese punto, citó *in extenso* pasajes de la publicación *El espíritu de los mejores diarios literarios que circulan en Europa*, en circulación entre 1787 y 1797, los cuales daban cuenta de tales preceptos.

En segundo término, apeló a Santo Tomás, de quien afirma que fue quien aportó algunos de los principios más notables del texto de los *Derechos del hombre*: «No solo se hallan en el Santo algunos de los derechos más notables del papel, —refiriéndose al texto de esos Derechos— sino otros que no hay en él, como aquello de que un gobierno mixto es el mejor o aquello de que el gobierno monárquico, a no ser perfectamente virtuoso el Soberano, degenera en tiranía».

Este tipo de interpretación resultaba de uso corriente para la élite criolla ilustrada en el contexto de la Nueva Granada de finales del siglo XVIII. En efecto, la formación jurídica así como su fundamentación filosófica, fue una síntesis de ilustración y tradición. El estudio detallado de este periodo realizado por Carlos Stoëtzer en su obra *Las raíces escolásticas de la emancipación de la América española* da cuenta de esa influencia de la formación, especialmente en las fuentes del Derecho constitucional español que estudiaron los criollos ilustrados.

Las principales tesis que formaron la conciencia jurídica de esa generación pueden resumirse en estas cuatro:

- 1- La titularidad del poder fundada en la comunidad política.
- 2- La dependencia del poder soberano del Monarca a leyes fundamentales que preceden a la formación del Estado (Leyes naturales).
- 3- El retorno de la soberanía cuando el gobernante desconoce el pacto social y el bienestar público.

4- La legitimidad del derecho a la resistencia ante cualquier opresión injusta.

La influencia del pensamiento de la Contrarreforma española fue patente en los Estudios superiores de la América hispana, especialmente las doctrinas de Francisco Suárez y Juan de Mariana. Aunque en la defensa de Nariño no aparecen explícitas referencias a estos autores – debido a la sospecha que pudiera despertar tesis como la del tiranicidio, o el origen popular del poder, o el derecho a la resistencia –, estas doctrinas sí son evidentes en la interpretación que hizo respecto a asuntos medulares tales como la fuente de la soberanía de la Nación, que en su concepto expresaban «principios del derecho natural primitivo y unos principios de derecho natural modificado por el derecho positivo».

Conclusión

La tesis que se propone aquí consiste en sustentar que, en la vida y obra de Antonio Nariño, más significativo aún que la traducción a la lengua española de los *Derechos del hombre y el ciudadano* fue el trabajo de hermenéutica jurídica que puso en evidencia durante su defensa, gracias a su sólida formación autodidacta forjada en las bibliotecas de su familia y en la que él mismo formó.

En esta se puede apreciar la configuración de un contexto de significado en donde el saber propio de la Contrarreforma española se puso al servicio de la formación de la identidad propia de los criollos ilustrados neogranadinos al interpretar algunas de las experiencias históricas más significativas de su época, la independencia de los Estados Unidos y la Revolución francesa, que nos ofrece una muestra fehaciente de lo que constituye las implicaciones prácticas de cualquier acto interpretativo, en este caso, para dar fundamento a los ideales libertarios de los criollos ilustrados.

Jorge Enrique GONZÁLEZ
Universidad Nacional de Colombia
Centro de Estudios Sociales CES